

Plateforme de la Société civile de L'Union du Fleuve Mano sur les Droits et la Gouvernance des Ressources Naturelles

Communiqué de Presse

A l'occasion de la Journée Internationale des Populations Autochtones du Monde:

-La plateforme des CSO de l'UFM se joint aux Appels en Faveur d'un Nouveau Contrat Social

(Monrovia: 8 août 2021): A l'occasion de la Journée internationale des peuples autochtones du monde, la Plate-forme de la société civile de l'Union du fleuve Mano pour les droits et la gouvernance des ressources naturelles (Plate-forme CSO de l'UFM) appelle à une approche concertée pour répondre au besoin urgent d'un nouveau contrat social visant à combattre l'héritage de l'exclusion et de la marginalisation.

Les populations autochtones du monde entier doivent être incluses dans les prises de décision et les résultats de développement essentiels concernant leur vie et leurs ressources.

La plate-forme des CSO de l'UFM estime qu'un nouveau contrat social axé sur la coopération, les avantages économiques et le partage du pouvoir doit être au cœur du programme de développement dans tous les pays où les populations autochtones continuent d'être dépossédées de leurs moyens de subsistance, tandis que leurs cultures et leurs langues sont régulièrement vilipendées, en plus d'être exclues des activités de gouvernance socio-économique, politique et environnementale.

"Nous déplorons la violence systématique, les attaques de représailles et les meurtres de peuples autochtones en Afrique de l'Ouest, qui sont délogés de leurs terres ancestrales par les forces combinées des multinationales et des gouvernements hôtes", a déclaré Michel Yoboue, président de la plate-forme.

Il ajoute : "Ces violations flagrantes des droits de l'homme sont perpétrées au vu et au su des gouvernements d'origine de ces puissantes sociétés au nom de l'investissement direct étranger dans les pays pauvres et doivent partager la responsabilité collective des crimes commis contre les locaux."

Chaque année, le 9 août est célébré dans le monde entier comme la Journée internationale des populations autochtones du monde, une journée réservée par l'Assemblée générale des Nations unies en décembre 1994, pour marquer la date de la session inaugurale du Groupe de travail sur les populations autochtones aux Nations unies en 1982.

La commémoration de cette année se déroule sur le thème "Ne laisser personne de côté: Les peuples autochtones et l'appel à un nouveau contrat social". Elle vise à promouvoir la discussion sur la nécessité de repenser un nouveau contrat de bon sens, basé sur une participation et des partenariats authentiques et inclusifs qui favorisent l'égalité des chances, respectent les droits, la dignité et les libertés de tous.

La plate-forme des CSO de l'UFM convient que la pandémie actuelle de COVID-19 a manifestement mis en évidence et exacerbé de nombreuses inégalités existantes, auxquelles les populations autochtones, au même titre que les autres membres des populations du monde entier, ne peuvent échapper.

Plus de 476 millions d'autochtones sont recensés comme vivant dans 90 pays du monde, ce qui représente 6,2 % de la population mondiale. Selon les Nations unies, les peuples indigènes continuent donc de souffrir de manière disproportionnée de multiples problèmes tels que la pauvreté, les maladies, la discrimination, l'instabilité institutionnelle et l'insécurité financière.

En tant que réseau de défenseurs de l'environnement, de la terre et des droits de l'homme de première ligne, comprenant des communautés autochtones, des bidonvilles urbains et des communautés touchées par les opérations des sociétés multinationales, la plate-forme des CSO de l'UFM a été le témoin direct de la manière dont la dignité et la protection des autochtones sont sacrifiées sur l'autel des soi-disant investissements.

Nous tenons à préciser que la situation en Afrique de l'Ouest est particulièrement préoccupante compte tenu des luttes persistantes pour les droits et les ressources impliquant les populations autochtones et les autorités gouvernementales postcoloniales successives ainsi que leurs entrepreneurs multinationaux capitalistes extractivistes.

C'est pourquoi le 23 juillet 2021, nous avons lancé un projet pilote dans neuf pays d'Afrique de l'Ouest afin de documenter et de signaler les attaques, les représailles et les meurtres de défenseurs de la base dont le sort a été sous-estimé et qui n'ont parfois pas fait la une des médias.

Notre objectif est de dresser le profil de ces défenseurs, de raconter leurs histoires inédites et d'améliorer la situation de ces personnes oubliées par la société dans un cadre connu sous le nom de West African Frontline Grassroots Defenders Directory.

Ce faisant, nous espérons nous attaquer à certains des problèmes persistants qui menacent la survie des peuples indigènes, ce qui devrait être le but ultime de l'ensemble de la société si l'on veut atteindre de manière significative les objectifs de développement durable en tant que pacte mondial.

#####

Cette déclaration est rédigée par le secrétariat de la plateforme de la société civile de l'Union du fleuve Mano sur les droits et la gouvernance des ressources naturelles (plateforme CSO de l'UFM) à Monrovia. La plateforme CSO de l'UFM est un réseau de défenseurs de l'environnement, des droits fonciers et des droits de l'homme, de communautés autochtones, de bidonvilles urbains et de communautés touchées par les activités des sociétés multinationales. A savoir : Liberia, Sierra Leone, La Côte D'Ivoire, Guinée, Ghana, Mali, Nigeria, Niger et Sénégal. Contact: mrucsoplatform@gmail.com Phone: +231 (0) 555139602



Flashback : Des autochtones se sont rassemblés lors d'une visite sur le terrain dans une communauté touchée, pendant la première forme populaire de la Plateforme CSO de l'UFM, qui s'est tenue à Makeni, en Sierra Leone, en mars 2019.